

Les mutations de la société française entre la 4^{ème} et la 5^{ème} Républiques

I. Une population plus nombreuse et rajeunie :

Hausse de la fécondité depuis 1943 + recul de la mortalité, surtout infantile -> un bond de 40 millions de personnes (-déjà la population française au début du 20^{ème} siècle) à 50 millions de personnes entre 1945 et 1969

II. Une spectaculaire urbanisation

En 1946, un peu plus de 50% de la population française vivait dans les communes de plus de deux mille habitants, la proportion est de 75% au début des années 1970 -> Construction dans l'urgence de nouveaux logements, à l'écart des vieux centres. Quantitativement le bilan est incontestablement positif (dans les années 1960) mais l'intégration de ces nouvelles banlieues dans l'immeuble de l'agglomération urbaine commence à soulever plus d'interrogations que de réponses dès la fin des années 1960

III. Le bouleversement des structures socio-professionnelles

- ⇒ La France de la 3^{ème} République finit de disparaître dans les années soixante
 - ⇒ Les petits patrons indépendants de l'agriculture, de l'industrie et du commerce apparaissent globalement comme les vaincus de la croissance (37% des actifs en 1955 -> 18% en 1974)
 - ⇒ Les paysans en particulier vivent douloureusement leur transformation en exploitants agricoles. Dans l'industrie et le commerce, le petit patronat a souvent du mal à s'adapter à la concurrence des formes modernes de production et de distribution
- ⇒ La part des ouvriers dans la population active reste constante (36% en 1955 ; 37% en 1975). Mais cette stabilité masque de très profondes mutations : le monde ouvrier tend à éclater en sous-groupes dont les conditions de travail et de vie sont de plus en plus différenciées, avec à un pôle les ouvriers hautement qualifiés et à l'autre les ouvriers spécialisés (femmes et immigrés pour la majeure partie)
- ⇒ Explosion des classes moyennes salariées - alors que les classes moyennes traditionnelles sont en déclin. Dans cette nébuleuse de cadres supérieurs, cadres moyens et employés, plusieurs points communs peuvent être discernés : conscience d'appartenir à une catégorie intermédiaire en voie d'ascension sociale ; volonté de poursuivre cette ascension sociale - personnellement ou à travers les enfants ; volonté de différenciation sociale en adoptant un mode de vie calqué sur celui des classes dirigeantes en faisant l'acquisition de biens de consommation durable recherchés à la fois pour leur utilité et comme symboles de promotion sociale
- ⇒ Au sommet de la pyramide sociale, les mutations sont plutôt limitées. Dirigeants de grandes entreprises, hauts fonctionnaires, gros propriétaires fonciers, membres de professions libérales situées au sommet de leurs professions, restent en majorité des héritiers. Mais ils passent plus qu'auparavant par la filière des grandes écoles qui permet aussi à certains enfants des classes moyennes d'entrer dans les catégories supérieures (un mariage venant souvent parachever cette ascension finale, selon les meilleures traditions...)

IV. Une société de consommation

- ⇒ La percée spectaculaire du pouvoir d'achat permet à la majorité des Français de se procurer des biens et des services qui, jusque là n'étaient inaccessibles qu'aux catégories privilégiées. Se met ainsi en place une société de consommation, c'est-à-dire une société dont la grande majorité des membres peut satisfaire d'une part ses besoins élémentaires et d'autre part accéder à d'autres types de consommation.
- ⇒ La part des dépenses d'alimentation et d'habillement dans le budget des ménages diminue sensiblement. Par contre celle des dépenses de logement et d'équipement du foyer progresse, avec celle consacrée à l'automobile, celle des dépenses de santé et d'hygiène et enfin celle des dépenses de culture et de loisir - qui soutiennent la croissance d'une véritable industrie des loisirs et des vacances symbolisées par l'essor du Club Méditerranée

V. Une société inégalitaire et peu mobile

- ⇒ La société française demeure inégalitaire
 - ⇒ Inégalités entre revenus et, surtout, patrimoines : 1970, 1% des Français déclarent à l'administration fiscale plus de 100 kF de revenus - et 0,04% plus de 400 kF. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, en dépit de l'action de l'Etat-providence, subsistent des pauvres pour lesquels les besoins élémentaires d'alimentation, d'habillement et de logement demeurent une préoccupation quotidienne
- Entre ces deux extrêmes la croissance a tendance à creuser l'écart en ouvrant l'éventail des revenus : les différences sont assez faibles pour ce qui concerne la consommation alimentaire ; elles sont déjà plus nette pour l'acquisition de biens durables ; la différence la plus marquée se situe au niveau des loisirs et de la culture
 - ⇒ Inégalités entre hommes et femmes
- ⇒ La société française reste peu mobile (moins que la société américaine). Si on regroupe les catégories socio-professionnelles en trois grands ensembles, classes populaires, classes moyennes, classes supérieures, on constate une forte mobilité de l'intérieure de chaque ensemble, alors que les flux de l'un à l'autre restent modestes et respectent la plupart du temps la règle de « l'étape » déjà en vigueur au 19^{ème} siècle

VI. Une société de frustration

On peut élargir à l'ensemble des « Trente Glorieuses » les appréciations d'un historien de la France contemporaine, Jean-Pierre Rioux, sur les années 1950 : « les Français vivent mieux, mais n'en conviennent pas. L'élan et la frustration vont de concert. Mieux, ils se nourrissent l'un l'autre. » Chaque catégorie est convaincue qu'elle profite moins des fruits de la croissance que les autres et qu'elle en éprouve beaucoup plus rudement que toutes les autres le contrecoup : ce n'est qu'une fois la « Crise » venue que les « Sixties » ont fait figure de « belle époque »